

Pendant ce temps, 200 000 jeunes arriveront, nouveaux demandeurs d'emplois. La création de 500 000 emplois se bornera donc à éviter ces 200 000 chômeurs déjà existants. Sur 2 millions il faudra un sacré délai pour supprimer le chômage...

Quant au PS, au lieu de prendre les 35 heures comme un objectif immédiat, à défendre sans aucune atteinte au salaire, il s'est mis à préciser les formes de la négociation.

Pour ce qui concerne les salaires, Mitterrand a expliqué qu'il sera possible « *sauf pour ceux qui ont un niveau de vie autour de 3 000 F par mois* », de négocier le maintien, intégral ou non du salaire. La même négociation, a aussi précisé le candidat socialiste, aura lieu branche par branche et entreprise par entreprise ; elle devra « *comporter des clauses sur la durée d'utilisation des équipements ainsi que sur le partage des gains de productivité de telle sorte que les coûts des entreprises en cause ne soit pas accrus.* » D'où l'acceptation par avance du développement du travail posté, que Jacques Delors a expliqué à l'Expansion du 20 mars.

Bref, comme on peut le voir, le PC comme le PS ont chacun mis des limites à la revendication des 35 heures. Au lieu de la prendre comme



le point de départ immédiat indispensable pour commencer à faire disparaître le chômage, le PS est décidé de chercher avant tout le consensus... Quant au PCF, se ménageant une possibilité de s'adapter à un rôle gouvernemental, il fait des phrases dures mais annonce déjà « *qu'il faudra des délais* »...

Face à la froide volonté de la bourgeoisie, qui sait parfaitement qu'elle veut faire payer cher aux travailleurs la restructuration de l'économie capitaliste, la politique des directions syndicales et politiques

est, objectivement, une trahison des intérêts des travailleurs : ils multiplient les obstacles à la mobilisation et à la lutte unitaire des travailleurs.

La lutte pour le droit à l'emploi pour toutes et tous est aujourd'hui l'une des plus urgentes pour l'ensemble de la classe ouvrière. Elle a pour adversaire immédiat Giscard et tous ses plans. Ces plans qui n'auraient pas pu s'appliquer, pendant sept longues années, si les directions ouvrières avaient voulu mobiliser dans l'unité, contre le patronat et le gouvernement....

POUR LES 35 HEURES, BATTRE GISCARD

L'unité pour battre Giscard et l'unité pour imposer l'objectif immédiat des 35 heures sont deux batailles politiques indissociables.

BATTRE GISCARD, c'est en effet porter un coup important pour affaiblir l'ensemble des projets de la bourgeoisie.

C'est aussi permettre une première victoire pour les travailleurs : elle serait un encouragement à tous ceux qui sont lassés de la division et qui veulent mettre en échec la politique d'austérité et de chômage.

C'est donc rendre plus facile la voie aux luttes qui, dans tous les cas, resteront nécessaires.

En effet, quels que soient les résultats de l'élection présidentielle, les orientations économiques et politiques de la bourgeoisie ne changeront pas : ce seront les luttes de masse qui imposeront la satisfaction des revendications, face aux résistances du patronat, même si Giscard est battu.

Pour ne pas subir le chômage dont la progression est programmée par le pouvoir sur les prochaines années, il est donc décisif de tout faire pour rendre les luttes plus faciles.

En préparant consciemment un mouvement d'ensemble.

En luttant pour l'unité et, dans l'immédiat, pour le désistement et la formation d'un gouvernement du PC et du PS afin de chasser Giscard et de le remplacer.

En prenant ainsi position pour l'unité de la classe ouvrière et de ses organisations telles qu'elles sont, nous avons donc un seul souci : déblayer la voie à l'unité d'action indispensable pour ne pas subir la crise du système capitaliste avec son chômage de masse et ses conséquences sur le pouvoir d'achat sur les libertés et sur l'ensemble des acquis ouvriers.